

# Tsetska Tsatcheva, candidate du pouvoir en place, est devancée lors du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle en Bulgarie

Corinne Deloy

Résultats

**Résumé :**

Roumen Radev, soutenu par un comité d'électeurs mais aussi candidat du Parti socialiste (BSP), est arrivé en tête du 1er tour de l'élection présidentielle le 6 novembre en Bulgarie. Selon des résultats encore partiels, il a devancé avec 25,76 % des suffrages Tsetska Tsatcheva, candidate du parti du Premier ministre Boïko Borissov, (GERB), et actuelle présidente de l'Assemblée nationale, chambre unique du parlement, qui a recueilli 21,97% des voix.

Krassimir Karakachanov, candidat de la coalition Patriotes unis, qui rassemble le Mouvement national pour le salut de la Bulgarie, Ataka et le Mouvement national (VMRO), a pris la 3e place avec 14,96% des suffrages, devant Dimitër Marinov, qui a obtenu 10,79% des voix ; Traïtcho Traïkov, candidat du Bloc réformiste (RB), qui a recueilli 6,3% des suffrages et Plamen Oresharski, ancien Premier ministre (2013-2014) 6%<sup>1</sup>. Ce dernier a appelé, dès l'annonce des résultats, à voter en faveur de Roumen Radev au 2e tour de scrutin le 13 novembre.

Le vote était obligatoire pour la première fois en Bulgarie même si le porte-parole de la Commission électorale centrale, Tsvetozar Tomov, avait averti sur la chaîne de télévision Nova TV qu'« aucune sanction ne serait infligée aux personnes qui ne se rendraient pas aux urnes ». Selon Antony Todorov, professeur en sciences politiques, le vote obligatoire pourrait avoir favorisé le candidat du Parti socialiste. « Dans les petites localités, traditionnellement plus favorables aux socialistes, les électeurs ont massivement voté par crainte de sanctions » a-t-il déclaré.

Le Premier ministre Boïko Borissov avait annoncé sa décision de démissionner de ses fonctions à la tête du gouvernement si la candidate du GERB, Tsetska

Tsatcheva, ne remportait pas l'élection présidentielle dès le 1er tour de scrutin (ou n'arrivait pas en tête de ce premier tour, le propos était variable) et de convoquer des élections législatives anticipées afin de permettre à son parti de « retrouver sa légitimité ».

« Nous allons attendre les résultats définitifs. Nous allons mobiliser nos forces pour le 2e tour et je pense que nous avons des chances de l'emporter. Si nous perdons, nous nous dirigeons vers des élections législatives anticipées » a affirmé Boïko Borissov à l'annonce des résultats. « Si en fin de compte, le résultat n'est pas bon, le chef du gouvernement respectera sa parole » a souligné le vice-Premier ministre Tomislav Dontchev.

Ce 1er tour de l'élection présidentielle marque la première « défaite » du GERB de Boïko Borissov, ce qui fait pencher de nombreux analystes politiques en faveur de l'organisation d'un scrutin législatif anticipé à l'issue de l'élection présidentielle. « C'est un revers important pour le parti au pouvoir. Si Roumen Radev remporte le 2e tour, ce qui est possible, la Bulgarie entrera dans un nouveau cycle politique » a déclaré Parvan Simeonov, analyste politique de l'institut Gallup.

« Il est probable que le GERB perde le 2e tour du 13 novembre, ce qui entraînerait un remaniement du

1. <http://results.cik.bg/pvnr2016/tur1/president/index.html>

*gouvernement et, probablement, un scrutin anticipé au début de l'année prochaine* » a indiqué Kiril Avramov, politologue à la Nouvelle université bulgare. « *Si le Premier ministre décide de se maintenir à la tête du gouvernement, il aura besoin du soutien de davantage de partis au sein du parlement. Je ne vois pas d'avenir pour ce genre de coalition gouvernementale, l'option des élections anticipées est celle que je privilégierais* » a souligné Daniel Smilov, directeur du Centre des stratégies libérales de Sofia.

Quoi qu'il en soit, le 2e tour de scrutin le 13 novembre pourrait être très serré. Tsetska Tsatcheva devrait être soutenue par le Bloc réformiste tandis que la majorité des électeurs des « petits » candidats devraient préférer le candidat de l'opposition Roumen Radev.

« *Les Bulgares ont dit « non » à l'apathie et se sont prononcés pour le changement* » a déclaré Roumen Radev. L'ancien chef des forces armées aériennes a fait campagne en s'appuyant sur la défiance d'une partie de la population à l'égard des élites et la peur des immigrés.

« *Pour la première fois, la géopolitique a dominé les débats. Les relations entre Sofia et l'Union européenne et entre Sofia et Moscou ont été remises en question et il y a eu des débats sur la gestion d'une possible crise migratoire* » a déclaré Parvan Simeonov.

« *Je ne permettrai pas que la Bulgarie devienne le camp de réfugiés de l'Europe* » a affirmé le candidat qui souhaite renforcer la frontière de son pays avec la Turquie et la Grèce afin de freiner le flux de personnes fuyant la violence au Moyen-Orient vers l'Europe. Roumen Radev s'est également déclaré favorable à la levée des sanctions économiques imposées à la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée et de l'intervention militaire dans l'Est de l'Ukraine. « *Une amélioration nécessaire des relations avec la Russie ne constitue pas un recul des valeurs euro-atlantiques* » a-t-il indiqué.

Face au candidat du changement, Tsetska Tsatcheva a joué la carte de la stabilité et a promis de « préserver l'orientation européenne et euro-atlantique de la Bulgarie ».

La lutte contre la pauvreté, la crise démographique et l'exode de la population (plus d'un million de personnes ont quitté le pays pour des raisons économiques) ont été les autres thèmes de la campagne électorale.

Le même jour, les Bulgares étaient appelés à se prononcer par référendum sur 3 points de la récente réforme de la loi électorale<sup>2</sup>. 71,92% des Bulgares ont dit « oui » au remplacement du vote à la proportionnelle par un vote au scrutin majoritaire ; 61,83% se sont prononcés en faveur du « vote obligatoire » et 72,16% à la réduction des subventions publiques versées aux partis politiques.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

2. <http://results.cik.bg/pvnr2016/tur1/referendum/index.html>